



Collection Santé & Société
N°11
Novembre 2006

En septembre 2005, l'Inserm a publié une expertise collective sur « le trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent ». Cette expertise a suscité de nombreuses réactions. Le journal Le Monde dans son édition du 23 septembre 2005 titrait « Le trouble des conduites, concept psychiatrique discuté ». Trois pédopsychiatres et une psychologue spécialistes de la petite enfance réagirent très vite dans une tribune « L'Inserm sème le trouble » dans le même journal le 4 octobre 2005. C'était le début d'une controverse. Le président de la Société Française de Santé Publique propose également à la même époque une tribune au Monde, qui sera acceptée mais jamais publiée. Elle sera adressée au directeur de l'Inserm sous forme de lettre ouverte. Fin janvier 2006, des professionnels de santé de la petite enfance décident de lancer une pétition sous l'intitulé « Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans ». Les propositions de dépistage et de prévention du trouble des conduites et le projet de Loi de prévention de la délinquance qui s'appuie en partie sur les conclusions de cette expertise les inquiètent. Cette pétition est signée en moins de 6 mois par près de 200 000 personnes. Les initiateurs de la pétition qui souhaitent un débat de société et un débat scientifique publient en juin 2006 un livre aux éditions Eres : « Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans » qui rencontre un vif succès. Ce livre associe des professionnels de tout milieu : pédopsychiatres, psychologues de la petite enfance, sociologues, pédiatres, médecins de PMI, de santé publique, professeur de sciences de l'éducation, de psychopathologie, chercheurs... Une journée de réflexion est organisée le 17 juin 2006 sur la question du dépistage et de la prévention dans la sphère psychique chez l'enfant; cette journée est l'occasion d'un débat scientifique et citoyen sur les préventions médicale, sociale et psychique et la protection des enfants. Ce sont les actes de cette journée qui sont proposés dans cet ouvrage. Une telle mobilisation sur un sujet de prévention montre que les citoyens souhaitent participer aux décisions qui les concernent dans une logique de démocratie sanitaire.



BON DE COMMANDE

A envoyer à :
Société française de santé publique
2 rue du Doyen Jacques Parisot - BP 7
54501 Vandoeuvre-lès-Nancy cedex

Nom	Prénom
Adresse	
Code postal	
Code postal	Ville
Mon règlement :	
<input type="checkbox"/> par chèque bancaire ci-joint	
<input type="checkbox"/> sur présentation de facture	
Date :	
Signature :	

Lieu de livraison	Prix TTC	Nombre	Total
France métropolitaine	10 € (frais de port inclus)	 €
DOM TOM Pays de l'Union européenne	12 €	 €
Pays hors de l'Union européenne	16 €	 €

Date : / /

Signature :